



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/860
8 mars 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 42 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE : PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE
PAIX FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS DANS LA STRUCTURATION
D'UNE RÉGION DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE ET DE DÉVELOPPEMENT

Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de
l'homme et du respect des engagements pris aux termes de
l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 48/267 de l'Assemblée générale, en date du 19 septembre 1994, dans laquelle l'Assemblée a décidé de créer la Mission des Nations Unies pour la vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA), conformément à mes recommandations, pour une période initiale de six mois, et m'a prié notamment de la tenir pleinement informée de l'application de cette résolution.

2. Par ma note datée du 1er mars 1995 (A/49/856), j'ai transmis à l'Assemblée générale le premier rapport du Directeur de la MINUGUA, qui contient des informations sur la création et le déploiement de la Mission, ainsi que sur les activités qu'elle a menées depuis son inauguration officielle le 21 novembre 1994 à la suite d'un échange de lettres avec le Ministre des affaires étrangères du Guatemala. Le Congrès guatémaltèque a approuvé l'accord relatif au statut de la Mission en décembre 1994 et lui a donné force de loi en janvier 1995. Des accords concernant les arrangements en matière de sécurité ont été signés avec les deux parties. Je voudrais exprimer de nouveau mes remerciements au Gouvernement guatémaltèque et à l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) pour l'appui et la coopération qu'ils ont accordés jusqu'à présent à la Mission.

3. La Mission est intégralement déployée depuis le 28 février 1995. Elle a son siège à Guatemala et dispose de huit bureaux régionaux et de cinq bureaux sous-régionaux. Au 21 février, son effectif comptait 211 personnes recrutées sur le plan international, à savoir 111 responsables des services organiques – dont 72 Volontaires des Nations Unies – 60 responsables de l'administration et

95-06613 (F) 100395 100395

/...

9506613

du soutien logistique, 10 officiers de liaison (fournis par les Gouvernements brésilien, espagnol et suédois) et 30 observateurs de police civile (fournis par les Gouvernements brésilien, colombien et espagnol). La MINUGUA emploie en outre 67 agents recrutés sur le plan local.

4. Comme l'a indiqué le Directeur de la MINUGUA dans son rapport, la Mission est sur le point d'atteindre le niveau d'effectif autorisé de 245 personnes recrutées sur le plan international. Je partage toutefois les préoccupations exprimées par le Directeur concernant le fait que les équipes de vérification ont dû exercer leurs fonctions avec la moitié du nombre autorisé d'observateurs de police civile. J'espère qu'au cas où le mandat de la Mission serait prorogé, les États Membres pourront mettre à la disposition de l'Organisation les 30 observateurs de police supplémentaires qui sont nécessaires pour compléter les équipes. Comme il est également indiqué dans le rapport, les déficiences dans le fonctionnement de la police nationale constituent l'une des causes de la faiblesse structurelle du système national de protection des droits de l'homme. Les compétences techniques de la police internationale sont donc importantes pour assurer l'efficacité de la tâche de la MINUGUA en ce qui concerne aussi bien la vérification que le renforcement des institutions.

5. Les trois premiers mois d'activité ont confirmé la nécessité d'améliorer considérablement le respect des droits de l'homme et des autres engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme (A/48/928-S/1994/448, annexe I). Dans son rapport, le Directeur de la Mission se déclare particulièrement préoccupé par les violations du droit à la vie qui ont été commises depuis la création de la Mission. Il souligne également que l'impunité systématique constitue le principal obstacle à l'exercice des droits de l'homme. La section VI du rapport contient 31 recommandations, dont 27 sont adressées au Gouvernement et 4 à l'URNG. J'appelle l'attention des parties sur ces recommandations et escompte qu'elles honoreront pleinement les engagements qu'elles ont pris en signant l'Accord susmentionné, conformément à la résolution 48/267 de l'Assemblée générale.

6. L'Accord comporte des aspects novateurs, à savoir l'importance particulière qui est accordée au renforcement des entités nationales chargées de la protection des droits de l'homme et la demande qui y est faite pour que la vérification internationale contribue à ce renforcement. À cet égard, la MINUGUA a été habilitée à coopérer avec les institutions nationales et, en particulier, à encourager les programmes de coopération technique et mener des activités de renforcement des institutions. Elle a été également habilitée à encourager la coopération internationale technique et financière requise en vue de renforcer le système national de protection des droits de l'homme.

7. Par l'intermédiaire de ses services de renforcement des institutions et de coopération technique, et en étroite collaboration avec le PNUD, la MINUGUA élabore actuellement des projets avec le ministère public, le Procureur chargé des droits de l'homme et le Ministère de l'intérieur. Elle met également au point un projet à long terme pour la réforme structurelle de l'administration de la justice. Sont aussi à l'étude des projets de coopération avec des organisations non gouvernementales. Ces projets sont considérés comme essentiels pour renforcer la capacité des institutions guatémaltèques de lutter contre l'impunité. Des ressources nationales et internationales sont

/...

nécessaires pour les exécuter. Dans la résolution 48/267, l'Assemblée générale a invité la communauté internationale à appuyer de tels projets. Je voudrais exhorter les États Membres à contribuer généreusement à ces activités par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour le processus de paix au Guatemala, qui a été créé récemment.

8. Dans la lettre que j'ai adressée le 28 décembre 1994 au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité (A/49/825-S/1994/1453) et dans le rapport en date du 1er mars 1995 que j'ai ultérieurement présenté à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (A/49/857-S/1995/168), j'ai exprimé ma préoccupation devant l'enlèvement des négociations durant la seconde moitié de 1994 et ai indiqué ensuite les mesures prises en vue d'insuffler un nouveau dynamisme aux négociations de paix. Dans le rapport, j'ai également indiqué que, d'après les réponses positives que les deux parties avaient données à l'ensemble des propositions qui leur avaient été transmises le 17 février 1995, j'estimais que les conditions minimales étaient réunies pour que l'Organisation continue de participer au processus de paix. J'ai souligné toutefois que la participation des Nations Unies ne saurait remplacer la volonté des parties elles-mêmes, qui devaient être fermement décidées à négocier et à appliquer sérieusement et activement un règlement de paix. Je les ai également invitées à honorer l'engagement qu'elles avaient pris de retrouver l'élan perdu et de conclure rapidement un ensemble d'accords de nature à garantir la cessation de l'affrontement armé, tout en jetant les bases d'une paix durable.

9. Dans mon rapport du 18 août 1994 (A/48/985), j'ai exprimé la conviction que la création de la MINUGUA pouvait apporter une contribution décisive aux efforts actuellement entrepris au Guatemala afin de mettre fin aux violations persistantes et systématiques des droits de l'homme, qu'elle donnerait un élan au processus de paix en encourageant les parties à appliquer pleinement l'Accord relatif aux droits de l'homme et renforcerait ainsi la confiance des parties et de l'ensemble du peuple guatémaltèque à l'égard des accords conclus à la table de négociations. Bien qu'on ait dû réviser la date limite convenue par les parties en 1994 pour parvenir à un règlement définitif, je persiste à croire que la présence de la MINUGUA peut constituer un important facteur pour ce qui est d'améliorer aussi bien la situation des droits de l'homme au Guatemala que les perspectives de mettre fin rapidement à l'affrontement armé.

10. Compte tenu de ce qui précède et étant donné l'appui réel qu'apportent le Gouvernement guatémaltèque et l'URNG au renouvellement du mandat de la MINUGUA, ainsi que le soutien exprimé à cet égard par de larges secteurs de la société guatémaltèque, je recommande que l'Assemblée générale autorise le renouvellement du mandat de la MINUGUA pour une nouvelle période de six mois. Je tiendrai les États Membres informés des progrès qui seront accomplis ultérieurement dans le processus de paix au Guatemala.
